



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. limitée
8 juin 2011
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement

Commission du commerce et du développement

Troisième session

Genève, 6-10 juin 2011

**Projet de rapport de la Commission du commerce
et du développement sur sa troisième session**

Table des matières

	<i>Page</i>
Résumé du Président	2
Intégration des pays en développement dans les chaînes mondiales d'approvisionnement, y compris en ajoutant de la valeur à leurs exportations	2

Résumé du Président

Intégration des pays en développement dans les chaînes mondiales d'approvisionnement, y compris en ajoutant de la valeur à leurs exportations

(Point 5 de l'ordre du jour)

1. Le secrétariat a présenté le point de l'ordre du jour à l'examen et la note correspondante, intitulée «Intégration des pays en développement dans les chaînes mondiales d'approvisionnement, y compris grâce à des exportations à plus forte valeur ajoutée» (TD/B/C.I/16), et a fourni une analyse des principales constatations faites dans le document et des conclusions sur les mesures à prendre. Il a notamment été souligné que, pour les pays capables d'entrer dans les chaînes mondiales d'approvisionnement, les perspectives d'un développement tiré par les exportations étaient considérables. Le secrétariat a également souligné la possibilité d'une libéralisation plus poussée du commerce Sud-Sud et d'une réduction des droits de douane sur les intrants intermédiaires, la nécessité d'aborder comme il convenait la question des mesures non tarifaires, de créer un cadre favorable à l'activité économique et de se doter d'autorités gouvernementales efficaces qui rendraient les entreprises locales plus attractives pour les réseaux mondiaux, la nécessité de renforcer le capital humain et l'importance de la facilitation du commerce et des transports pour les chaînes mondiales d'approvisionnement.

2. Les travaux de la Commission se sont appuyés sur une réunion-débat à laquelle ont participé M. Francisco Monge-Ariño, négociateur, Ministère du commerce extérieur, Costa Rica; M^{me} El Iza Mohamedou, responsable de l'intégration régionale et du commerce, groupe «NEPAD, intégration régionale et commerce», Banque africaine de développement; M. Carlos Grau Tanner, Directeur général, Global Express Association; et M. Robert B. Koopman, économiste en chef, Commission du commerce international des États-Unis. Les débats se sont concentrés sur l'analyse des politiques et sur la recherche de solutions concrètes.

3. Le rôle de la politique commerciale a été mis en évidence; elle constituait en effet un outil précieux pour les pays en développement, même petits, en rendant leurs exportations plus sûres et plus prévisibles et en favorisant la diversification et l'augmentation de la valeur ajoutée. À cet égard, le système commercial multilatéral comme les accords régionaux et bilatéraux pouvaient se révéler extrêmement utiles, associés à des politiques visant à attirer l'investissement étranger direct (IED). Les zones franches industrielles contribuaient aussi beaucoup au succès de l'intégration dans les chaînes mondiales d'approvisionnement.

4. Il a par ailleurs été noté que la participation à ces chaînes n'était pas sans présenter des difficultés considérables tant pour les gouvernements que pour les entreprises du secteur privé, en particulier ceux des pays les moins avancés (PMA) et des petits pays en développement économiquement vulnérables – d'Afrique surtout – dont les moyens d'établir des relations avec les grandes entreprises (régionales et multinationales) étaient plus faibles. À la différence d'autres pays en développement, tels que ceux d'Asie de l'Est, ces pays tentaient généralement d'intégrer les chaînes mondiales (ou régionales) d'approvisionnement et de valeur dans le secteur agricole et dans certains secteurs à forte intensité de main-d'œuvre qui étaient caractérisés par l'insuffisance des liens entre producteurs et fournisseurs. Ainsi, dans le cas de l'agriculture, des ruptures pouvaient être constatées à différents niveaux de la chaîne d'approvisionnement. Plusieurs études de cas

ont été présentées, en particulier sur l'agro-industrie dans le secteur du riz et sur les pertes après récolte subies par des agriculteurs africains.

5. Plusieurs participants ont souligné que le développement des chaînes régionales d'approvisionnement dépendait des mesures prises pour améliorer l'environnement commercial général ainsi que des politiques de transport et d'autres politiques d'infrastructure, de la concurrence, de l'efficacité des pouvoirs publics, de l'état de droit, de l'efficacité des procédures douanières, des mesures d'incitation fiscales et du renforcement du capital humain. S'agissant des politiques commerciales, le règlement satisfaisant du problème des mesures non tarifaires et de la question des mécanismes de financement du commerce constituait un enjeu particulier. Par son dynamisme, la coopération Sud-Sud prenait, à cet égard, une importance accrue. Ces efforts aideraient, en définitive, les pays en développement à réaliser leur intégration régionale, tout en renforçant les réseaux de production et en mettant en œuvre des initiatives de coopération commerciale et économique Sud-Sud.

6. L'importance croissante des chaînes mondiales d'approvisionnement avait aussi des répercussions non négligeables sur les statistiques commerciales. La méthode aujourd'hui en vigueur pour les établir risquait de poser problème aux pays dont les exportations comptaient une proportion élevée de produits ouvrés. Certains estimaient nécessaire d'employer une nouvelle méthode permettant de calculer la part d'éléments d'origine locale. Ainsi, la Chine, modèle d'intégration dans les chaînes mondiales d'approvisionnement, importait des matières premières, des biens d'équipement et d'autres intrants intermédiaires, puis exportait 37 % de sa production sur les marchés mondiaux, ce qui était considérable par rapport à la part des États-Unis (8 %) ou de l'Inde (13 %) (chiffres de 2006). Connue pour être l'«usine du monde», la Chine était la première destination de délocalisation d'activités manufacturières pour de nombreuses entreprises mondiales. Toutefois, les produits importés entrant dans la fabrication des produits d'exportation réduisaient la part de valeur ajoutée générée par les producteurs nationaux.

7. Une méthode de calcul statistique mise au point récemment avait évalué la part d'éléments d'origine locale dans les exportations chinoises à environ 50 %, soit un taux bien inférieur à celui qu'affichait la plupart des autres pays. Le fameux exemple de l'iPod a été cité: la Chine assemblait pour le compte d'Apple les appareils qui étaient ensuite exportés vers les États-Unis et d'autres pays. Selon les statistiques commerciales, la valeur à l'exportation d'un appareil 30GB était en 2006 d'environ 150 dollars. Pourtant, la valeur ajoutée attribuable aux producteurs chinois a récemment été estimée à seulement 4 dollars. Il a été noté que la part d'éléments d'origine locale était très faible dans des secteurs souvent qualifiés de complexes, tels que les secteurs des appareils électroniques et de la télécommunication. Ainsi, la pression concurrentielle exercée par les exportations chinoises sur les travailleurs qualifiés des pays à haut revenu était sans doute moindre qu'un examen rapide de données commerciales brutes pouvait le laisser croire.

8. Plusieurs participants ont souligné l'importance croissante des expéditions par messagerie exprès dans les chaînes mondiales d'approvisionnement. Ces services de messagerie exprès avaient progressé d'environ 7 à 8 % par an entre 2003 et 2008, sous l'effet de la croissance et de l'expansion économique des chaînes mondiales d'approvisionnement. On comptait en moyenne 30 millions d'expéditions exprès par jour, constituées de plus en plus fréquemment par des marchandises soumises à des contraintes de temps – documents, produits de haute technicité, produits pharmaceutiques, etc. Il était prévu que, d'ici à 2017, 36 % de toutes les expéditions par voie aérienne se feraient par exprès.

9. Les services de messagerie exprès étaient devenus un modèle de service d'acheminement mondial, intégré, rapide et fiable. Ils assuraient la prise en charge de la marchandise de bout en bout, offrant un service intégré, du moment de l'enlèvement

jusqu'au moment de la livraison, dédouanement compris. Selon une étude, commandée par la Global Express Association sur la manière d'aider les petites et moyennes entreprises des pays en développement, ces PME expédiaient leurs produits dans le monde entier et recouraient au fret aérien exprès pour s'assurer qu'ils soient livrés à temps et en bon état.

10. Il était estimé que le coût d'une journée de retard dans la livraison d'une marchandise représentait 0,5 % de la valeur de celle-ci. Dans de nombreux pays en développement, le temps nécessaire aux formalités douanières se mesurant encore en jours plutôt qu'en heures, les coûts commerciaux demeuraient encore assez élevés. Des mesures spécifiques – telles que les guichets uniques, les formalités électroniques préalables, la sélectivité fondée sur l'évaluation du risque et la séparation des opérations de mainlevée des opérations de dédouanement – étaient essentielles pour favoriser l'intégration des pays en développement dans les chaînes mondiales d'approvisionnement. Les mesures de facilitation du commerce renforçaient ainsi les liaisons entre les pays et rendaient ceux-ci plus attractifs pour les réseaux manufacturiers mondiaux et les IED.

11. Les participants ont félicité le secrétariat de la note qu'il avait établie et de son analyse du point à l'ordre du jour.

12. La CNUCED devait suivre attentivement l'évolution des chaînes mondiales d'approvisionnement – en particulier dans leur dimension Sud-Sud – à travers des activités de recherche, d'analyse et de coopération technique dans les domaines de la facilitation du commerce et des mesures non tarifaires, notamment.

13. En guise de synthèse, le Président a répété que, pour les pays capables d'entrer dans les chaînes mondiales d'approvisionnement, les perspectives d'un développement tiré par les exportations étaient considérables. En plus de créer des emplois et, souvent, de verser des rémunérations plus élevées, ces chaînes permettaient aux fournisseurs d'obtenir de l'information et d'acquérir des connaissances et des compétences dans les domaines de la production, de la gestion et de la technologie. La faiblesse des coûts de main-d'œuvre et l'accès préférentiel aux marchés demeuraient des facteurs d'attraction importants pour les chaînes mondiales d'approvisionnement mais, à eux seuls, ils ne suffisaient pas. La participation des pays en développement à ces chaînes était en effet freinée par des coûts commerciaux et des coûts de transaction relativement plus élevés qu'ailleurs ainsi que par un environnement commercial moins favorable et des coûts d'information supérieurs. L'amélioration des infrastructures logistiques, destinée à réduire les coûts commerciaux généraux et à faciliter les flux d'information, était essentielle pour entrer dans les chaînes mondiales d'approvisionnement. Il convenait donc de mettre en œuvre des programmes de facilitation du commerce qui profitent aussi bien aux entreprises nationales qu'aux entreprises étrangères. Les chaînes mondiales d'approvisionnement exigeaient aussi un niveau de compétence technique et de compétence de gestion qui faisait souvent défaut dans les pays en développement. Ceux d'entre eux qui avaient investi dans le capital humain – en particulier dans la formation technique – étaient plus intéressants pour l'implantation de sites de production par les réseaux mondiaux. Il était important de progresser le long de la chaîne de valeur, les gains s'élevant au fur et à mesure de la progression; toutefois, certains pays en développement avaient opté avec profit pour une approche fondée sur une valeur ajoutée faible mais des volumes d'exportation importants.